

Chung, Chong-Shik, et Kim, Gabh-Chol (Eds.). *North Korean Communism, A Comparative Analysis*, Séoul, Research Center for Peace and Unification, 1980, 426 p.

André Joyal

Volume 13, Number 1, 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701340ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701340ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Joyal, A. (1982). Review of [Chung, Chong-Shik, et Kim, Gabh-Chol (Eds.). *North Korean Communism, A Comparative Analysis*, Séoul, Research Center for Peace and Unification, 1980, 426 p.] *Études internationales*, 13(1), 205–208.
<https://doi.org/10.7202/701340ar>

En définitive, le livre de E. Mestiri présente peu d'intérêt sur le plan de sa valeur « scientifique » et pédagogique. De plus, en raison de la subjectivité ou partialité prononcée de l'ouvrage, celui-ci s'avère difficilement recommandable; l'analyse de la politique extérieure cubaine qu'on y présente nous semble un peu trop déformée et superficielle.

Pierre PERRY

*Département de science politique,
Université Laval*

ASIE DE L'EST

OXNAM, Robert B. et BUSH, Richard C. (Eds.) *China Briefing, 1980*. Boulder (Col.), Westview Press in Cooperation with the China Council of the Asia Society, 1980, 144 p.

Comme le précisent ses éditeurs, ce petit volume est un ouvrage de vulgarisation scientifique sur la Chine d'aujourd'hui qui répond aux besoins des profanes. Depuis quelques années, à la suite des changements radicaux survenus en Chine après la mort de Mao, accompagnés d'une nouvelle politique d'ouverture envers le monde occidental, la Chine populaire suscite l'intérêt d'un nombre croissant de Nord-Américains non plus seulement des spécialistes, mais, en plus grand nombre encore, des journalistes, hommes d'affaires, enseignants, étudiants des collèges et touristes; en fait, tous ceux qui, non-initiés, ont besoin de recueillir rapidement des renseignements pertinents sur les situations constamment changeantes de la Chine. C'est pour atteindre ce public plus large que cet ouvrage a été publié; il est composé des chapitres préparés originalement par les spécialistes américains sur la demande de l'Asia Society des États-Unis pour le bénéfice des journalistes des mass média américains.

Les chapitres de cet ouvrage recouvrent plusieurs aspects importants de la Chine contemporaine, tels la politique, l'économie, les relations extérieures, l'art et la littérature, ainsi que l'avenir de Taiwan. Ils comportent même des biographies brèves des principaux leaders actuels de Pékin. Fiable et bien rédigé par un spécialiste, chaque chapitre commence

par une analyse concise d'un aspect de la Chine depuis le passé récent et se termine avec un regard sobre et pénétrant sur les problèmes de l'avenir. Ce livre fournit donc non seulement des renseignements pertinents, mais aussi provoque la réflexion par des questions bien posées. Il est succinct sans être superficiel. En fait, comme le souhaitent ses éditeurs, ce livre devrait très bien répondre aux besoins de la clientèle qu'il vise. Bien qu'écrit pour le public américain, il est également utile aux Canadiens. S'il y a des lacunes dans ce très bon ouvrage, ce sera pour regretter l'absence des chapitres sur deux thèmes importants: les femmes et les minorités nationales.

L'Asia Society se donne comme objectif la diffusion des connaissances sur l'Asie et *China Briefing, 1980*, est un bon exemple de ses réalisations.

Chung-chi WEN

*Département d'histoire-géographie
Université de Moncton*

CHUNG, Chong-Shik, et KIM, Gahb-Chol (Eds.), *North Korean Communism, A Comparative Analysis*, Séoul, Research Center for Peace and Unification, 1980, 426 p.

Les ouvrages sur certains pays socialistes sont particulièrement rares. C'est le cas pour l'Allemagne de l'Est et la Corée du Nord. On ne peut que se réjouir que ce dernier pays fasse l'objet d'une étude entreprise par une équipe de spécialistes. Ceux-ci, étant tous Sud-coréens, c'est en vain que l'on cherchera parmi eux des noms familiers. Comme il faut s'y attendre le portrait que l'on dégage du « pays-frère » se trouve marqué du sceau des préjugés des collaborateurs qui, là-dessus, font la preuve d'une unanimité sans équivoque. On comprend mal le sous-titre de l'ouvrage puisque mis à part à l'intérieur d'un chapitre portant sur le système économique – le plus faible du volume – on ne trouve aucun rapprochement avec d'autres pays. Les références bibliographiques servant d'appui aux informations transmises proviennent de docu-

ments officiels de la Corée du Nord et... très souvent d'études effectuées par des auteurs occidentaux. Assez curieusement, un des collaborateurs, responsable du chapitre « Political Socialization Process », avoue manquer de sources d'information et espère éventuellement en recevoir de la part des réfugiés. Peut-être faut-il y voir là une des conséquences des rigueurs d'un système politique qui, en minimisant la dissidence, évite les fuites de renseignements.

L'essentiel du volume, on ne peut s'en surprendre, se rapporte à la personne de Kim Il-sung qui, au moment de la rédaction, en était à sa 34^{ème} année comme leader incontesté du pays. On trouve donc, de nombreuses notes bibliographiques, officieuses et officielles de celui qui, en survivant à Tito, est devenu le dernier des leaders politiques d'après-guerre. Bien sûr, ici, il faut être un expert pour juger de la pertinence des propos biographiques que renferme l'ouvrage. Le lecteur non initié, cependant, peut toujours comprendre la possibilité de l'existence de polémiques multiples sur la question étant donné l'exemple offert par les biographes officiels de certains autres leaders socialistes.

Le chapitre le plus intéressant de l'ouvrage s'intitule « Juche Idea ». Le principe de « Juche » constitue une caractéristique particulière au système nord-coréen. C'est le 28 décembre 1945 que Kim Il-sung décida d'offrir aux Nord-coréens une ligne de conduite: « The Juche idea is a scientific and revolutionary view of the world that should be possessed by all communists. The Juche idea is based on a philosophical principle that man is the master of everything and has the determining power over them. The Juche idea is a revolutionary theory placing the working people in the central position and is a revolutionary strategy and tactics based on the role of the working people ». En fait, le principe de « Juche » repose sur quatre dimensions: l'idéologie, la politique, l'économie et la défense. Pour chacune d'entre elles, on préconise une voie particulière en insistant sur l'autonomie ou l'indépendance. C'est la mort de Staline et les remises en considération auxquelles elle a donné suite en URSS qui a incité Kim Il-sung à adopter une orientation qui

émancipera son pays de l'influence de Moscou. On sait que le leader nord-coréen en s'opposant aux velléités d'indépendance de Tito s'était toujours avéré un chaud partisan du « petit père des peuples ». Il refusa donc d'endosser les conclusions qui se sont dégagées du 20^e congrès du P.C.U.S. et, aux dires d'un des collaborateurs de l'ouvrage, pour éviter de tomber victime du processus de destalinisation, il décida de recourir aux procédés idéologiques et coercitifs pour consolider ses assises. En ne comptant avant tout que sur ses propres forces la Corée du Nord cherchera à maintenir un fragile équilibre dans ses relations avec Pékin et Moscou. La disparition de Khrouchtchev de la scène politique donnera lieu à un rapprochement avec les nouvelles autorités du Kremlin tout en évitant de prendre une position sur le différent sino-soviétique. Ce que l'on retiendra de Staline, en plus de certaines de ses méthodes susceptibles de lui assurer le plein contrôle du pouvoir, c'est le culte de la personnalité. Le photographe officiel de Kim Il-sung, eut-il été à son compte, aurait fait de bonnes affaires.

Le chapitre intitulé « Mobilization politics » contient également beaucoup d'informations intéressantes. On présente quatre périodes de développement économique désignées comme étant des phases de mobilisation et de consolidation:

- 1954-1956: la période de reconstruction (phase de consolidation)
- 1957-1961: le plan quinquennal (phase de mobilisation)
- 1961-1967: le premier plan septennal (phase de consolidation)
- 1971-1976: le plan de six ans (phase de mobilisation)
- 1977-1984: le second plan septennal (phase de consolidation)

On y apprend qu'à l'instar des Soviétiques qui avaient leur Stakhanov (réel ou fictif) pour stimuler les travailleurs à accroître leur productivité, les Nord-coréens ont eu leur « Chollima » (cheval volant) durant la première phase de mobilisation. On associe le mouvement « Chollima » au « grand bond en avant » de la Chine compte tenu de l'invitation à la mobilisation des masses et aux stimulants idéologiques qui le caractérisent.

On ne mentionne pas cependant, s'il eut les mêmes conséquences désastreuses. Toujours durant la même période on a introduit deux principes administratifs importants. Pour améliorer la gestion des coopératives agricoles on adopta la méthode « Chongsan-ni » tandis que dans les usines on implanta le système « Tacon ». La première visait à combiner les stimulants idéologiques aux stimulants matériels de façon à inciter les paysans à offrir de plus grands efforts. Il s'agissait, comme il fut fait ailleurs à l'occasion de différentes réformes, de laisser aux paysans une plus grande part des profits. Pour sa part, la réforme dans l'administration des usines, a consisté à permettre aux travailleurs de participer au mécanisme décisionnel. Le processus de réforme fut accentué durant les années soixante. L'auteur n'est malheureusement pas en mesure de fournir des chiffres permettant de juger de leurs conséquences.

Le chapitre traitant du système économique est celui qui normalement devrait retenir le plus l'attention des spécialistes de la discipline. Or, c'est de loin le chapitre le plus décevant. Le chapitre précède contient davantage d'informations sur l'évolution et le fonctionnement du système économique que celui-ci. Aucune donnée chiffrée. On veut bien reconnaître les difficultés d'obtenir des données statistiques fiables mais on est en droit de s'attendre à autre chose qu'à des très vagues et générales définitions de ce qu'est le socialisme centralisé. On est par moment sous l'impression d'être en présence d'un texte d'initiation à la vie politique destiné à des étudiants de niveau secondaire. Quand son auteur se hasarde à traiter concrètement du système nord-coréen et risque des rapprochements avec d'autres pays il ne peut éviter de commettre des bourdes qui compromettent sa crédibilité. En faisant allusion au socialisme de marché, vers lequel devrait conduire les différentes réformes économiques déjà entreprises, l'auteur s'appuie sur les fameuses propositions de Liberman qui, nous dit-on, allaient dans ce sens. Or, on sait qu'après avoir fait ses propositions dans « La Pravda » le professeur de Karkov publia un ouvrage dont l'essentiel consistait à défendre malgré tout le socialisme centralisé en fustigeant les principes du socialisme de marché. Lorsqu'en

traitant de ce dernier modèle de socialisme en guise d'illustration il met sur le même pied les exemples tchécoslovaque, hongrois et roumain, on ne peut que demeurer sceptique. Il suffit de savoir que les « Centrales » roumaines sont, sous certains aspects, plus centralisées que les complexes industriels soviétiques pour s'interroger sur la pertinence du lien avec le socialisme de marché. Manifestement l'auteur semble très influencé par la conviction fortement répandue à la fin des années soixante que la seule voie possible pour le socialisme était celle de la décentralisation. Pourtant à la même époque A. Bergson montrait déjà qu'elle renfermait beaucoup d'illusions et que le socialisme de marché n'était pas la panacée de tous les maux du socialisme.

L'ouvrage ne tarde pas à nous ramener à des préoccupations plus concrètes en traitant, comme il fallait s'y attendre, de l'épineuse question de la réunification. Le chapitre « Revolution and Reunification » pose le problème de façon non équivoque en faisant ressortir le fait que pour les gens du Nord ceux du Sud ne sont que des valets de l'impérialisme et que la réunification ne peut s'envisager sans la lutte contre les États-Unis. On cite Kim Il-sung qui en 1970 déclarait : « The revolution in South Korea is a national liberation opposing U.S. imperialists invaders. It is also a people's democratic revolution opposing the instruments of U.S. imperialists-landlords, comprador capitalists and reactionary bureaucrats and their fascist rule. The basic task of the revolution is to expel U.S. imperialist forces from South Korea, exterminate their colonial rule, overthrow military fascist dictatorship, set up an advanced social system, and finally achieve the democratic development of society ». Un intéressant tableau présente de façon systématique comment ont évolué les attitudes sur la question de la réunification de 1950 à 1975.

L'ouvrage se termine par un chapitre intitulé « Changes in the North Korean Communism ». Comme dans tous les livres rédigés en collaboration les recoupements ou les répétitions sont presque inévitables, celui-ci ne fait pas exception. Cependant, les allusions au fonctionnement et à l'évolution du système

économique sont ici comme dans d'autres chapitres les bienvenues, compte tenu des lacunes du chapitre traitant de la question. Un résumé en cinq points permet de bien situer le point de vue de l'auteur sur un système jugé sévèrement à cause de son excès de centralisme et des méthodes que requiert son fonctionnement. Une partie importante du chapitre se rapporte à ce que pourrait être « l'après Kim ». On n'écarte évidemment pas l'hypothèse que tout continuera comme avant – « Kimism without Kim » – le dictateur léguant des pouvoirs et ses méthodes à son fils Kim Chung-il. Par ailleurs, à nouveau, en considérant les difficultés économiques que connaît le pays et les réformes économiques déjà entreprises, une décentralisation du mécanisme politique et économique se trouve envisagée comme probable. Ici, comme ailleurs dans l'ouvrage on ne peut éviter l'impression que la subjectivité occupe une place prépondérante dans les observations relevées. Néanmoins, il s'avère indéniable que cet ouvrage contient beaucoup d'informations très utiles sur un pays très peu connu.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières*

EUROPE OCCIDENTALE

BAHU-LEYSER, Danielle. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1981, 261 pages.

Madame Bahu-Leyser a fait un travail remarquable de recherche sur l'opinion des Français quant à l'Europe, sous la Présidence du Général de Gaulle. Elle a interrogé les responsables encore vivant, examiné leurs prises de position écrites et verbales, scruté documents et journaux, étudié les résultats des sondages. Son livre est donc très complet, ce qui ne l'empêche nullement d'être clair et de lecture facile, sinon toujours passionnante.

D'où vient, alors, que j'éprouve une certaine déception? Probablement, je crois, du fait que la formation de la pensée européenne échappe à toutes les méthodes de recherche en science politique. Et ce parce que l'immense

majorité des hommes, tant dirigeants que simples citoyens, parlaient et agissaient en dehors, ou parfois même contre, toute conviction intime, donnant tous plus ou moins l'impression de sauter dans un train en marche.

Mais qui avait lancé ce train? Une équipe de technocrates visionnaires, gravitant autour de Jean Monnet, et bénéficiant de circonstances favorables: des hommes politiques français condamnés par leur système à ne s'intéresser qu'au court terme, un chancelier Adenauer désireux de voir l'Allemagne à nouveau traitée sur un plan d'égalité, la crainte d'un conflit USA-URSS dont le continent ferait les frais, enfin une lassitude de tous les peuples au lendemain de deux guerres qui, pour l'Europe, on s'en rendait compte, avaient été des guerres civiles.

Y a-t-il eu vraiment adhésion au grand projet européen? Une première tentative, celle de la Communauté européenne de défense, avait échoué; même un homme comme Pierre Mendès-France, avait refusé d'engager le sort de son cabinet sur cette question. Quant aux Gouvernements (ou prétendus tels...) Gaillard et Pflimlin, ils envisageaient, après la signature des accords de Rome, d'en retarder, jusqu'à six ans, l'application.

Partis politiques, surtout de gauche, syndicats, industriels, agriculteurs, etc... beaucoup furent, au début, sceptiques, ou même hostiles. Ce n'est qu'après plusieurs années que la construction européenne fut admise par eux comme un fait positif.

De Gaulle, lui, bien qu'opposé à « l'Europe des technocrates », vit dans cette construction le moyen d'accroître l'autorité de la France, grâce au rapprochement avec l'Allemagne, pour créer un acteur européen, sensiblement égal aux États-Unis, et donc de s'affranchir de la tutelle de ceux-ci.

C'est d'ailleurs pourquoi il s'opposa à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, le soupçonnant d'être un cheval de Troie des Américains. Ses successeurs furent plus conciliants, sans avoir toutefois pu prouver que l'union Europe-Grande Bretagne était heureuse ou même bénéfique. Quel européen réussira-t-il ce nouveau « Taming of the shrew »?